

on en parle...



**Aide à l'agriculture :
des promesses
aux réalités de terrain.**
Rapport Oxfam International,
Jean-Denis Crolas (Oxfam
France – Agir ici)
[http://www.oxfamfrance.org/pdf/
Oxfam_des-promesses-aux-realites-de-terrain.pdf](http://www.oxfamfrance.org/pdf/Oxfam_des-promesses-aux-realites-de-terrain.pdf)

LES CONFÉRENCES SE SUCCÈDENT, les sommets mondiaux sur l'alimentation se suivent et se ressemblent souvent, sans parler des Sommets du G8, Forum de haut niveau et autres événements. Les objectifs? Savoir « Qui va nourrir le monde », comment « Garantir la sécurité alimentaire pour tous », « Comment nourrir le monde en 2050? ». Les titres nous interpellent, les annoncent sont grandiloquents mais le constat demeure alarmant : 1 milliard de personnes souffrent de la faim.

Entre juin 2008 et juillet 2009, plus de 40 milliards de dollars ont été annoncés par les principaux pays donateurs pour apporter des réponses d'urgence à la crise alimentaire et investir durablement dans l'agriculture des pays en développement. Parallèlement, les pays donateurs et bénéficiaires, les agences des Nations Unies, la Banque Mondiale et d'autres acteurs appellent à une meilleure coordination des interventions sur le terrain, ainsi qu'à un investissement accru dans les stratégies et les politiques nationales.

Lancé à la veille du sommet mondial sur l'alimentation qui s'est tenu à Rome du 16 au 18 novembre 2009, le rapport « Aide à l'agriculture : des promesses aux réalités de terrain » revient sur la mise en œuvre des promesses faites par la communauté internationale au cours des douze derniers mois pour soutenir l'agriculture et assurer la sécurité alimentaire dans trois pays ouest africains : le Burkina Faso, le Niger et le Ghana. Un rapport qui pointe du doigt le manque d'efficacité dans la coordination de l'aide sur le terrain.

L'étude analyse dans un premier temps les caractéristiques de l'aide à l'agriculture dans les 3 pays étudiés : la part des financements extérieurs des partenaires techniques et financiers (PTF) dans les budgets nationaux dédiés au secteur rural est située entre 60 et 80 %, les projets sont nombreux (par exemple au Burkina Faso en 2007, 27 partenaires au développement intervenaient dans le domaine agrosylvo-pastoral à travers 131 projets) mais ont des durées et des modalités variées, avec des visions de développement souvent différentes et parfois divergentes, un manque de coordination des actions de

directeur de la publication **Jean-Claude Devèze**
responsable du dossier **Nathalie Boquien**
responsable du hors dossier **Joël Teyssier**
comité de rédaction **Roger Blein, Nathalie Boquien, Patrick Delmas, Daouda Diagne, Benoît Favier-Dupaigre, Dominique Gentil, Fanny Grandval, Christophe Jacqmin, Anne Legile, Souleymane Ouattara, Philippe Remy, Joachim Saisonou, Rose Somba, Joël Teyssier, Marie-Pauline Voufo**
conception graphique, mise en œuvre **Bureau Issala**
photogravure, impression **IMB, 14400 Bayeux**
éditeur **Inter-réseaux Développement rural**
32, rue Le Peletier, 75009 Paris
téléphone : +33(0)1 42 46 57 13
gds@inter-reseaux.org
www.inter-reseaux.org
dépôt légal **4e trimestre 2009**
ISSN **1253-0166**

terrain, etc. Les principales difficultés qui en résultent sont : un financement au coup par coup, la création de structures parallèles non pérennes, l'accaparement des ressources humaines locales, l'affaiblissement des capacités locales, la multiplication des procédures. L'aide à l'agriculture est donc un système rodé, mais qui manque cruellement d'efficacité.

À travers des illustrations concrètes, l'étude dresse ensuite un premier bilan des financements et des interventions mis en œuvre dans les trois pays en réponse à la hausse des prix alimentaires de 2008. Si l'on constate un certain réengagement financier depuis 2008, il s'est agi principalement d'actions d'urgence visant à soulager les populations les plus vulnérables, à soutenir les mesures des gouvernements, ou à assurer, à court terme, un niveau de récolte suffisant. Par ailleurs, la majorité des financements ne semble pas être le reflet d'une aide additionnelle et durable, mais plutôt d'une réallocation de financements destinés initialement à d'autres secteurs de développement. L'urgence dans laquelle ont été mis en œuvre les projets n'a par ailleurs pas favorisé la coordination des interventions des PTF.

L'étude expose dans un troisième chapitre la nécessité de renforcer les politiques nationales de développement agricole des pays d'intervention. L'étude fait le constat d'une part de l'état d'avancement de l'élaboration de ces politiques dans les pays étudiés, des principaux facteurs de blocage de l'intervention des PTF via les programmes nationaux, et de l'importance de s'aligner sur les procédures et priorités nationales. Elle rappelle enfin les engagements de Maputo et qu'il est essentiel que les États démontrent activement leur volonté à mettre en œuvre ces programmes en faisant du secteur agricole et alimentaire une véritable priorité budgétaire.

RECEVOIR GRAIN DE SEL



Grain de sel est diffusé par abonnement gratuit pour les ressortissants du Sud, et payant au Nord (20 euros pour 4 numéros, chèque à l'ordre de Adeprina – Inter-réseaux). Pour vous abonner, envoyez un courrier postal avec vos prénom, nom, adresse postale et adresse de courrier électronique à Inter-réseaux, 32 rue Le Peletier, 75009 Paris ou un message à : secretariat@inter-reseaux.org